

MINUSMA HEBDO

NUMERO 100

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • octobre 2017

CONSEIL DE SÉCURITÉ : UNE PRIORITÉ NOMMÉE SAHEL



GAO : LANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA PISTE PRINCIPALE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL

RENTRÉE DES CLASSES : LES ENFANTS DE **KIDAL** REPRENENT LE CHEMIN DE L'ÉCOLE

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO N°100

Félicitations à toute l'équipe!



MINUSMAHEBDO

100

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

- 5** CONSEIL DE SÉCURITÉ : UNE PRIORITÉ NOMMÉE SAHEL
- 9** GAO : LANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA PISTE PRINCIPALE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL
- 11** RENTRÉE DES CLASSES : LES ENFANTS DE KIDAL REPRENENT LE CHEMIN DE L'ÉCOLE
- 13** SOUTIEN AU MOC : LA MINUSMA ALLIE FORMATION ET APPUI LOGISTIQUE
- 14** 11 NOUVELLES SALLES DE CLASSE ET DE COURS INFORMATIQUE INAUGURÉES AU LYCÉE BÂ AMINATA DIALLO
- 16** BRÈVES
- 22** COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

CONSEIL DE SÉCURITÉ

UNE PRIORITÉ NOMMÉE SAHEL



Une délégation des 15 membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies était en tournée au Sahel du 19 au 22 octobre 2017. Conduite par les représentants de la France, de l'Éthiopie et de l'Italie, cette mission de haut niveau avait essentiellement pour but, d'apprécier de visu, la situation sécuritaire, les défis et les menaces auxquelles font face les pays du Sahel mais également, d'identifier l'appui à leur fournir pour y répondre. Au Mali, plus particulièrement, le Conseil de Sécurité a apporté son soutien au processus de paix et à la mise en œuvre effective de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation.

Bamako, début d'après-midi du 19 octobre, les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies atterrissent à l'aéroport Président Modibo Keita de Sénou. C'est le représentant de la France aux Nations Unies, en charge de la présidence tournante du Conseil, l'Ambassadeur François Delattre qui conduit cette délégation. Avec lui, les Ambassadeurs

des 14 autres pays membres du Conseil, parmi lesquels les Ambassadeurs Tekeda Alemu d'Éthiopie et Sebastiano Cardì d'Italie, les co-présidents du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Sont présents à l'accueil, le Ministre malien des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration africaine, M. Abdoulaye Diop, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif et ses deux adjoints, Mme Gasarabwe et M. Davidse.

Dès l'arrivée, l'Ambassadeur Delattre explique les raisons de la présence au Sahel de cette importante délégation : « Nous sommes là, à la fois pour soutenir les efforts qui sont faits par le Mali et plus largement par les cinq membres du G5, pour créer cette force essentielle dans la lutte contre les mouvements terroristes dans la région, pour apprécier l'état de cette menace, l'état aussi de la constitution de cette force, qui est un atout pour les africains dans

cette lutte qui ne connaît pas de frontières, » a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « c'est une occasion aussi avec le Président de la République, le Gouvernement et l'ensemble des acteurs maliens, de faire un point plus largement sur la mise en œuvre de l'Accord de paix. »

Le ton et l'objet de la visite sont donnés. Quatre jours durant, les ambassadeurs du Conseil de Sécurité de l'ONU, échangeront avec les différents acteurs, la société civile et les plus hautes autorités de trois pays du Sahel. Bamako (Mali) les 19 et 21, Nouakchott le 20 (Mauritanie), Mopti (Mali) et Ouagadougou (Burkina Faso) le 22 octobre, un programme chargé qui, selon les diplomates, leur aura permis de prendre la pleine mesure des nombreux défis auxquels sont confrontés la région et le Mali.

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EN SOUTIEN AU SAHEL... FACE À SES NOMBREUX DÉFIS

Les premières heures du Conseil de Sécurité dans la capitale malienne ont été, pour la plus part, passées à la Présidence de la République et au Ministère des Affaires Etrangères. Les Ambassadeurs y ont été reçus par le Ministre et six de ses collègues du Gouvernements puis, par le Président de la République du Mali, SEM Ibrahim Boubacar Keita. Le lendemain, c'était avec le Président de la République Islamique de Mauritanie, SEM Mohamed Ould Abdel Aziz que les membres du Conseil se sont entretenus avant de rencontrer le Secrétaire permanent de la Force du G5 Sahel.

Avec les Présidents Keita et Abdel Aziz il a beaucoup été question des maux qui frappent le Sahel et des remèdes à lui prodiguer. Le terrorisme qui se

nourrit et qui nourrit la criminalité transfrontalière, les problèmes structurels, liés au manque de développement de la région ou encore l'environnement rendu plus difficile du fait du changement climatique, qui affecte les populations... Aucun des défis qui s'imposent à cet espace commun au Burkina, au Mali, à la Mauritanie, au Niger et au Tchad n'a été occulté.

De Bamako à Ouagadougou en passant par Nouakchott et Mopti, les analyses se rejoignent : la Force conjointe du G5 Sahel apparaît comme étant l'une des solutions incontournables au problème du terrorisme et de l'insécurité dans la région. L'accompagnement de l'opérationnalisation de cette Force par la communauté internationale, a fait l'objet de plaidoyers de la part des Chefs d'Etats malien et mauritanien, qui ont d'ailleurs été entendus. « J'ai été frappé personnellement par son engagement sur ce dossier, son appel à la communauté internationale et au Conseil de Sécurité pour en effet, par tous les moyens possibles, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, via les Nations Unies, apporter notre soutien à cette force conjointe et, je suis persuadé que c'est un message que l'ensemble des membres du Conseil de Sécurité sauront entendre, écouter et rapporté à leurs capitales, » a déclaré l'Ambassadeur Delattre quant à la détermination du Président Keita.

Si les pays du G5 Sahel regardent dans la même direction, il y a également convergence de vues entre le Conseil de Sécurité et le Secrétariat général de l'ONU. Les quatre propositions du Secrétaire général, António Guterres, quant à l'appui au G5, sont actuellement à l'étude auprès du Conseil. L'Ambassadeur Delattre s'est d'ailleurs fait l'écho à Bamako des propos du Secrétaire général qui

affirmait que « le G5 Sahel est une opportunité à ne pas rater ». Autre point sur lequel les pays de la région, le Conseil de Sécurité et le Secrétariat général de l'ONU s'accordent : la collaboration qui doit lier la MINUSMA et cette Force sous régionale doit être étroite. « Nous sommes convaincus aussi, que son action est complémentaire de l'opération de maintien de la paix au Mali, la MINUSMA, car elle couvre une zone d'action géographiquement bien plus large et qu'elle a pour vocation, de mener des opérations anti-terroriste, ce qui n'est pas le rôle de la MINUSMA, » a expliqué l'Ambassadeur français.

Sur le terrain, à Mopti, la délégation a pu "toucher du doigt" la réalité. Au siège du G5 Sahel, elle a pu se rendre compte du niveau de mise en place de la Force, dont les premières opérations, sous la conduite du Général malien Didier Dacko, doivent démarrer à la fin de ce mois d'octobre 17. « Nous (avons) prévu d'atteindre la capacité opérationnelle (maximale) dans quelques mois, en 2018, et au rythme où les choses vont, nous pensons que c'est atteignable, » à condition d'obtenir les soutiens nécessaires, a ajouté le Commandant du G5 Sahel. A ce propos, les besoins du Général sont identifiés : « Nous attendons un accompagnement en termes d'équipement et de formation, » a déclaré à la presse depuis son QG, le Général Dacko, à l'issue de la visite des ambassadeurs. Auprès du Gouverneur de la Région et des organisations locales de la société civile, les ambassadeurs ont pu mesurer l'ampleur des défis sécuritaires, au contact de celles et ceux qui les vivent au quotidien.

Ainsi, l'établissement d'une force militaire conjointe n'est pas la seule réponse à apporter à la région. L'Ambassadeur Cardi de l'Italie a, à cet égard, souligné



l'importance « des aspects de développement qui sont pris en compte par ailleurs par la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ». Plaidant pour un appui important de la communauté internationale à l'ensemble de la région du Sahel, l'Ambassadeur Alemu de l'Éthiopie a rappelé la responsabilité de cette dernière dans la situation. «... c'est là le principal message que nous allons transmettre. La communauté internationale se doit absolument d'aider les pays de la région. Certaines des difficultés que rencontrent ces pays de la région ne sont pas dues à ce qui se passe dans la région même mais, à des facteurs extérieurs, d'où la responsabilité de la communauté internationale, » a déclaré le diplomate éthiopien.

A Ouagadougou, le Conseil a rendu hommage aux victimes des deux attentats qui ont frappé la capitale burkinabé ces derniers mois, avant d'être reçu par le Président de la République du Burkina Faso, SEM Rock Marc Christian Kaboré.

Outre les questions régionales, lors de cette mission au Sahel, les membres du Conseil de Sécurité ont également pu se pencher sur le processus de paix en cours au Mali, dont l'aboutissement « est une clef pour la stabilité dans l'ensemble de la région, » comme l'a affirmé M. Delattre. Les Ambassadeurs ont

également, selon Tekeda Alemu, pu « constaté le rôle que joue M. le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Annadif et, nous avons mieux compris tout ce qu'il fait concrètement. La MINUSMA fait énormément de choses ».

LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD POUR LA PAIX AU MALI DEMEURE UNE PRIORITÉ

Un même message pour plusieurs destinataires : « Nous attendons, pour notre part en tout cas, des résultats concrets, tangibles, importants dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali dans les toutes prochaines semaines et en tout état de cause avant la fin de l'année, » a déclaré le Conseil de Sécurité, par la voix de son président. Une déclaration de M. Delattre à Bamako, le 21 octobre, après une journée marquée par plusieurs réunions. Ainsi, de 9h à 18h, la délégation a successivement reçu les acteurs et les partenaires de la mise en œuvre de l'Accord. Parmi eux : les membres du Comité de suivi de l'Accord (CSA), les groupes de femmes de la société civile et les ONG féminines, les responsables de l'EUTM/Mali (European Union Training Mission), d'EUCAP Sahel (European Union Civilian Mission) et de la Force Barkhane.

« Réunion importante à tous les égards, » d'après M.

Delattre, l'entrevue de deux heures avec les membres du CSA, l'a été. Elle a permis de faire un tour d'horizon des avancés, des ralentissements et des blocages relatifs à la mise en œuvre de l'Accord. A l'issue de l'échange, « une feuille de route, une vraie feuille de route » a été dégagée. Afin que celle-ci soit exécutée dans les plus brefs délais, au bénéfice de tous, l'Ambassadeur algérien Ahmed Boutache, Président du CSA a exhorté les parties à : « un redoublement en terme de volonté, d'avantage de sincérité dans l'engagement et surtout, une plus grande confiance entre les parties et une coopération plus dense entre elles, pour permettre à tous d'être au rendez-vous de l'histoire et d'être à la hauteur des attentes de tous. »

Éléments essentiels à la mise en œuvre de l'Accord mais plus largement à la stabilisation du Mali et de la Région, la participation des femmes aux différents efforts consentis, a également été discutée avec la délégation onusienne. 120 minutes au cours desquelles, leur nécessaire implication dans le processus de paix en général et plus particulièrement dans les mécanismes de l'accord, a été profondément traitée.

DE PROCHES ÉCHÉANCES POUR DES RÉSULTATS ANNONCÉS...

A l'heure du retour à New-York, un bilan d'étape de la mission des Ambassadeurs des pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, fait ressortir une certitude : le Sahel reste au centre des préoccupations du Conseil de Sécurité de l'ONU. En effet, il sera à l'ordre du jour de sa réunion ministérielle, prévue le 30 octobre prochain à New-York et qui sera présidée par le Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Les conclusions de cette Mission en alimenteront les débats afin, sans doute, de définir l'appui à apporter à la région en général et à la Force du G5 en particulier.

En toute fin de visite, le Conseil a fait part de sa satisfaction, « de voir combien cette visite, très dense il est vrai, a été utile, productive et riche d'enseignements positifs pour nous tous, » a déclaré l'Ambassadeur de France à l'ONU, François Delattre.



GAO : LANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA PISTE PRINCIPALE DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif a procédé, ce lundi 16 octobre 2017, au lancement des travaux de réhabilitation de la piste principale de l'Aéroport International de Gao-Korogoussou.

Conjointement financé par la MINUSMA et la République Fédérale d'Allemagne, à travers sa nouvelle contribution de 12 millions d'euros au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali, les travaux porteront sur le revêtement de la piste principale en deux couches d'enrobé (soit 2x5cm d'épaisseur) et sur 2.600 mètres de long et 60 mètres de large. La durée d'exécution des travaux par la société Razel-Fayat est de 10 mois et 15 jours.

« Ce projet de réhabilitation de la piste principale de l'aéroport permettra à la MINUSMA d'assurer le transport sécurisé des partenaires et de la population, le déploiement effectif de ses troupes

et l'acheminement d'équipements vers ses camps les plus isolés au Nord du Mali. Ledit projet garantira la durabilité des appuis cruciaux et représente à long terme, un investissement conséquent pour le renforcement des capacités opérationnelles de l'Agence nationale de l'Aviation civiles du Mali (ANAC), » a déclaré M. Mahamat Saleh Annadif, lors de son allocution faite devant le nouveau Gouverneur de la région de Gao, le représentant de l'Autorité Intérimaire, le 2e Adjoint au Maire de la commune urbaine de Gao, les officiers des forces de défense et de sécurité malienne (FDSM) et le Coordinateur du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC).

Le deuxième Adjoint au Maire, M. Yacouba Mamadou Maiga dit Yacob a, lors dans ses propos introductifs, souligné l'importance de cet investissement pour la région : « L'évènement de ce matin revêt pour nous un caractère hautement significatif, car porteur d'espoir pour la population de la région en général et celle de la ville de Gao en particulier ». Il a aussi

rappelé les multiples "réalisations" faites par la Mission onusienne et contribuant aujourd'hui au bien-être de la population de la Cité des Askia, notamment la réalisation des mini-systèmes d'adduction d'eau à Aljanabandja et à Sosso-Koira, l'installation des lampadaires solaires dans les rues principales de la ville, la construction de salles de classe, la réalisation d'une ferme agricole à Tiambou-Kono, la construction d'un collecteur au quartier Château, ou encore la réhabilitation du Centre Niali et bien d'autres. Et l'élue de conclure : « Le Conseil communal, par ma voix, exprime sa profonde reconnaissance à la MINUSMA pour ces immenses efforts visant à redonner à la Cité des Askia sa coquetterie d'antan ».

Pour sa part, le nouveau gouverneur de la région de Gao, le colonel Sidiki Samaké, s'est dit ne pas être surpris par « cet élan de solidarité » manifesté à l'égard de son pays tant par la MINUSMA que par la République fédéral d'Allemagne pour la consolidation de la paix et de la stabilité. « Cette infrastructure permettra à toutes les forces tant nationales qu'internationales de contribuer à la sécurisation de notre pays, » a-t-il déclaré.

Le colonel Johannes Derichs qui représentait l'Ambassadeur de la République fédéral d'Allemagne au Mali, s'est réjoui de cette initiative qui selon lui : « représente l'appui de l'Allemagne au processus de paix en cours au Mali ». Il a aussi affirmé que : « le projet de rénovation de la piste principale de l'Aéroport International de Gao fait partie de l'engagement de son pays dans la zone Sahélienne aux côtés des efforts de la France et de l'Union européenne, qui œuvrent pour rendre les pays du G5 Sahel capable de mettre en place des forces de réaction rapide ».

Après les allocutions, le Chef de la MINUSMA et l'ensemble ont écouté avec attention la présentation de différentes phases des travaux de ladite réhabilitation faite par le conducteur principal des travaux auprès de la société Razel-Fayat, M. Stephane Larrieu. Cette séance était immédiatement suivie par le premier coup de pelle symbolique du sol donné par le Chef de la MINUSMA.

Avant de reprendre le chemin du retour vers Bamako, M. Mahamat Saleh Annadif et toute sa délégation ont visité le nouveau terminal construit par la MINUSMA.

RENTÉE DES CLASSES : LES ENFANTS DE KIDAL REPRENENT LE CHEMIN DE L'ÉCOLE



Le Ministre de l'Éducation Nationale a présidé la cérémonie officielle de la réouverture des classes à Kidal, hier jeudi 12 octobre.

La cité de l'Adrar a connu une effervescence particulière le jeudi 12 octobre, avec la réouverture officielle des écoles, « après tant d'années d'absence de l'État malien à Kidal », a déclaré le Ministre de l'Éducation Nationale M. Mohamed Ag Erlaf.

La cérémonie s'est déroulée au Complexe scolaire Baye Ag Mahaha, en présence du Gouverneur de la région de Kidal, des représentants des autorités intérimaires, du Chef du Bureau régional de la MINUSMA, des Chefs de fractions, des Chefs

coutumiers, des représentants de la société civile et d'ONG nationales et internationales, des autorités en charge de l'éducation, des enseignants, des élèves et des parents d'élèves et des partenaires comme l'USAID ou encore l'UNICEF.

« Il est nécessaire d'aborder toutes les questions liées au retour des services sociaux de base », a avancé le Ministre, en ouvrant solennellement les classes pour cette année scolaire, tout en exprimant sa joie d'être parmi les kidalois. Il a transmis le message de paix du Président de la République à la population, car « La place des enfants est à l'école, non sur les champs de bataille, ni dans la rue », a-t-il martelé.

APRÈS CINQ ANNÉES, LE LYCÉE REPREND DU SERVICE

Cette année le lycée de Kidal rouvrira ses portes après cinq années de fermeture due à la crise. Concernant les programmes d'études, le Ministre a déclaré que « l'apprentissage se fera selon le programme national, avec cependant, une spécificité régionale ». Enfin, le Ministre a rassuré les parents d'élèves de l'appui de l'Etat en quantité suffisante d'ouvrages scolaires ainsi que des efforts qui seront faits pour parvenir à un enseignement de qualité.

DEUX PROJETS D'INFRASTRUCTURE SCOLAIRE FINANCÉS PAR LA MINUSMA

Pour accompagner les efforts du gouvernement malien et des organisations internationales présentes sur place, la MINUSMA a financé et remis quelques mois plutôt, deux projets de réhabilitation et d'équipements de 96 salles de classes, 16 latrines et 8 directions, soit sept écoles dans les cercles de Kidal et Tessalit, pour plus de 240.000.000 FCFA.

Le Chef du Bureau régional de la Mission onusienne,

El Hadji Ibrahima Boly Diene, a salué « la présence à Kidal du Ministre, du Gouverneur et les récentes avancées dans les discussions entre la plateforme et la CMA qui démontrent, sans aucun doute, la volonté des parties signataires à aller de l'avant, dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix ».

Enfin, M. Diene a procédé à la remise de kits et de fournitures scolaires issus du projet de « Donation de matériels didactiques aux enseignants volontaires de la ville de Kidal » mis en œuvre par le programme des volontaires des Nations Unies (VNU) pour un montant de 2000 dollars américains, soit environ un million de FCFA.

Plusieurs milliers d'enfants sont attendus à terme dans les salles de classes, avec le retour progressif des familles déplacées ou réfugiées au-delà des frontières du pays. La reprise se fera progressivement pour les autres écoles de Kidal, mais aussi suivant l'évolution de la situation sécuritaire dans certaines zones comme Tessalit, Anéfis, Aguelhok et Telabit.

A Bamako et dans les autres régions du Mali, la rentrée a eu lieu depuis le lundi 9 octobre 2017.

« LA PLACE
DES ENFANTS
EST À L'ÉCOLE,
NON SUR LES
CHAMPS DE
BATAILLE, NI
DANS LA RUE »

M. MOHAMED AG ERLAF
Ministre de l'Éducation Nationale

SOUTIEN AU MOC : LA MINUSMA ALLIE FORMATION ET APPUI LOGISTIQUE



Le Bureau régional de la MINUSMA à Gao a offert, ce mardi 10 octobre 2017, des tentes qui abriteront 80 combattants du Mécanisme Opérationnel de Coordination. A cela, s'ajoute des séances de formation en droits humains et maniement d'armes.

C'est au cours d'une sobre cérémonie au camp de rassemblement du mécanisme opérationnel de coordination (MOC) que la remise des quatre grandes tentes s'est faite, en présence du chef du Bureau intérimaire de la MINUSMA à Gao, M. Bacop Tchaptile.

« Le besoin pour les tentes se manifestait depuis quelques semaines après une forte tempête qui a détruit quelques installations. Ce don vient à point nommé et il nous satisfait vraiment, » a déclaré le colonel Souleymane Dembélé, chargé de formation et de sensibilisation au MOC et représentant le coordinateur régional.

Le chef du Bureau intérimaire de la MINUSMA à Gao a quant à lui rappelé la mission des Nations Unies auprès du MOC et son engagement dans le processus de paix et de réconciliation nationale. « Accompagner le MOC est aussi l'une de nos missions prévue dans

l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger. Nous avons été saisis par nos partenaires du MOC pour répondre à ce besoin. Nos collègues de RSS/DDR se sont mobilisés en collaboration avec d'autres sections, pour donner une réponse positive à cette requête, » a rappelé M. Bacop.

Comme l'a indiqué le chef du bureau intérimaire, la MINUSMA à travers ses composantes en uniformes et civils, poursuit son appui à la coordination du MOC. Pendant que la remise des tentes s'effectuait dans le camp de rassemblement des combattants, la section régionale des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA continuait ses séances de formation bi hebdomadaire en droit de l'Homme et en droit international humanitaire. Au même moment, le service anti-mines des Nations Unies dispensait une autre formation des combattants sur le maniement d'armes. « Nous remercions la MINUSMA pour toutes ces aides qu'elle ne cesse de nous apporter et sa présence constante à nos côtés » a conclu le Colonel Souleymane Dembélé, chargé de formation et de sensibilisation au MOC et représentant le coordinateur régional.

11 NOUVELLES SALLES DE CLASSE ET DE COURS INFORMATIQUE INAUGURÉES AU LYCÉE BÂ AMINATA DIALLO



Le 11 octobre dernier s'est tenue, au Lycée Bâ Aminata Diallo, la cérémonie de remise officielle de 11 nouvelles salles de classe et de cours informatique, financées par la MINUSMA. L'aboutissement d'un projet démarré au mois de juillet 2017.

Les onze salles nouvellement créées vont ainsi augmenter la capacité d'accueil de cet établissement qui est l'un des plus anciens lycées publics du Mali et par lequel sont passées de nombreuses hautes personnalités du pays, dont plusieurs ministres, enseignantes, scientifiques, chercheuses ou encore trois des cinq premières dames.

Ce n'est pas la première fois que le lycée Bâ Aminata Diallo (ex : lycée de jeunes filles) bénéficie du soutien de la MINUSMA. Cette fois-ci, ce sont les capacités d'accueil qui y ont été augmentées. Selon

la Provisoire du lycée, il faut saluer ce partenariat qui offre aux élèves de nouvelles opportunités d'apprentissage : « La MINUSMA n'a cessé de nous appuyer dans les chantiers de rénovation de cet établissement. En tant que Provisoire du Lycée, je suis fière de pouvoir compter sur ce partenaire de première heure, afin de nous soutenir dans l'émancipation de ces jeunes filles qui sont les adultes de demain, » a-t-elle déclaré.

L'éducation des filles, pour assurer une meilleure autonomisation des femmes, est un élément clé du maintien de la paix en général et au Mali en particulier. C'est ce qu'a notamment souligné le Directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection, M. Guillaume Ngefa qui représentait la MINUSMA. « Offrir les meilleures conditions possibles à ces jeunes filles qui sont les femmes de demain est

le devoir de tous et de chacun. Grâce à ce nouveau projet entièrement financé par la MINUSMA, les lycéennes du Lycée Bâ Aminata Diallo, augmenteront leurs chances de réussite scolaire et professionnelle et ainsi, elles pourront participer à la construction et au développement du Mali, » a déclaré M. Ngefa.

L'attribution de ce projet à impact rapide s'inscrit dans la continuité du précédent projet en transformant les anciennes toilettes du lycée en salle de classe et salle informatique. Le but de cette démarche : augmenter la capacité d'accueil de l'établissement mais également, faciliter l'accès des apprenantes aux nouvelles technologies de l'information. Cette modification permet aussi d'éviter que les anciennes toilettes abandonnées ne deviennent des nids à reptiles et insectes. « La MINUSMA a compris que la protection des jeunes filles doit s'effectuer à plusieurs niveaux, aussi bien au niveau sécuritaire qu'environnemental. C'est pourquoi, l'attribution de ces deux projets à impact rapide s'inscrit dans la complémentarité. Ces réalisations nous laisseront des souvenirs mémorables, » a déclaré la représentante des élèves.

Outre M. Guillaume Ngefa qui y représentait la MINUSMA, cette cérémonie a vu la participation de nombreuses personnalités telles Madame le Maire de la Commune III de Bamako ; la représentante du Ministre de l'Éducation Nationale ; le Directeur National de l'enseignement Secondaire Général et la Directrice de l'Académie de la Rive gauche de Bamako ainsi que le Président de l'Association des parents d'élèves du Lycée.

LA POURSUITE D'UN PARTENARIAT FÉCOND, ENTAMÉ AU MOIS DE MAI

La MINUSMA avait déjà initié un projet à impact rapide pour ce lycée de jeune fille en mai dernier, afin d'y construire des toilettes décentes. En effet, à l'époque, les toilettes étaient hors d'usage depuis des années. A défaut de pouvoir les utiliser, Les 1500 élèves du lycée devaient souvent partir à la recherche de solutions alternatives en dehors des murs de l'école, là où l'enceinte de cet établissement ne pouvait plus les protéger contre les nombreux incidents qui avaient été répertoriés. La MINUSMA avait alors financé la construction de 6 blocs de 5 latrines à hauteur de plus de 29 millions de Francs CFA afin de rendre à ces jeunes filles une "part de dignité" qui, pendant de nombreuses années ont souffert de cette situation.

Les anciennes toilettes ont ainsi été démolies et remplacées par la construction de onze salles de classe et d'informatique aux mêmes standards d'équipement et de confort que celles déjà existantes au sein de l'établissement.

Dans sa mise en œuvre des résolutions sur Femmes, Paix et Sécurité, la MINUSMA s'engage pleinement à protéger les femmes et les filles du Mali. La MINUSMA au côté du gouvernement du Mali continuera à poursuivre tous les efforts nécessaires pour parvenir à créer un environnement protecteur et sécurisant pour les trop nombreuses victimes de violences basées sur le genre.



ENBREF

13 OCTOBRE

Le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali (RSSG), M. Mahamat Saleh Annadif, a rencontré ce matin au Quartier Général de la MINUSMA, l'Ambassadeur de l'Espagne au Mali, S.E.M. Miguel Gomez de Aranda Villén. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique des échanges réguliers entre le Chef de la MINUSMA et les partenaires impliqués dans le cadre de concertations sur le processus de paix au Mali.

M. Annadif a remercié l'Ambassadeur pour la détermination du Gouvernement Espagnol à poursuivre son engagement aux côtés de la MINUSMA pour la cause de la paix au Mali.



17 OCTOBRE

GAO : LA MINUSMA PRÉSENTE SON MANDAT AU NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA RÉGION

Une délégation de la Mission onusienne à Gao a rencontré, ce 17 octobre 2017, le nouveau gouverneur de la région de Gao, le Colonel-Major Sidiki Samaké, accompagné de son Directeur de cabinet et de trois de ses principaux conseillers.

Conduite par M. Tchaptile E. Bacop, chef de bureau régional par intérim, la délégation est allée l'informer des progrès réalisés par chaque composante, notamment les sections substantives (en charge de l'exécution du mandat) civils, la force et la police des Nations Unies (UNPOL).

« Nous sommes et serons toujours avec vous dans la sécurisation de façon globale de notre pays. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la MINUSMA réussisse sa mission, » a déclaré le Colonel-Major Sidiki Samaké.



18 OCTOBRE

TOMBOUCTOU : LA FRAUDE DOCUMENTAIRE AU CŒUR D'UNE SESSION DE FORMATION

La composante Police des Nations Unies à Tombouctou UNPOL/MINUSMA a organisé, du 09 au 13 octobre dernier, une formation sur "la fraude documentaire". Tenue au profit de 23 agents des Forces de Sécurité du Mali, elle avait pour objectif de contribuer au renforcement de leurs capacités opérationnelles.

Durant cinq jours, les stagiaires ont approfondi leurs connaissances sur les éléments de sécurité des documents, (supports ; techniques d'impressions ; couleurs) l'intégration des données biographiques, la contrefaçon et la falsification, (vérification des traces éventuelles de manipulation). Ces modules ont été accompagnés par des exercices pratiques qui ont favorisé des interactions entre les stagiaires et facilité une meilleure intégration des contenus de ces différentes thématiques. « Cette formation nous a permis de mieux appréhender certains éléments de sécurité particulièrement importants qui figurent dans les documents d'identité et de voyage. Cela va contribuer à améliorer la qualité de notre travail, » a indiqué Fatouma A Dicko, Contrôleur des Douanes.



La cérémonie de clôture, présidée par M. Idrissa KANE, Préfet Adjoint de Tombouctou représentant le Gouverneur, a rassemblé des représentants de la hiérarchie des Forces de Sécurité Maliennes, ainsi que M. Sami Cherif, le Commandant Régional d'UNPOL de Tombouctou.

18 OCTOBRE

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a reçu en audience ce matin le Ministre des Affaires Etrangères lituanien, M. Linas Linkevicius, en première visite officielle au Mali. Les discussions ont porté sur les développements du processus de paix, ainsi que sur la situation sécuritaire dans le Nord du Mali.

Le Chef de la MINUSMA a tenu à remercier son interlocuteur pour la contribution précieuse et active de la Lituanie à la MINUSMA et en faveur de la paix, de la stabilité et du développement au Mali.



19 OCTOBRE

UNE DÉLÉGATION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EST EN VISITE OFFICIELLE AU MALI

Une délégation du Conseil de Sécurité des Nations Unies est arrivée à Bamako aujourd'hui, 19 octobre, pour une tournée officielle de quatre jours dans le Sahel. La délégation des 15 ambassadeurs des pays membres du Conseil est conduite par les Ambassadeurs François Delattre de France, Tekeda Alemu d'Éthiopie et Sebastiano Cardi d'Italie. Cette mission de haut niveau a essentiellement pour but, d'évaluer la situation sécuritaire des pays du G5 Sahel mais également d'identifier l'appui à fournir pour répondre aux menaces auxquelles font face ces Etats et ce, tant au niveau national qu'aux niveaux sous-régional et régional. Au Mali plus particulièrement, le Conseil de Sécurité apportera son soutien au processus de paix et à la mise en œuvre effective de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation.



« Nous sommes là à la fois pour soutenir les efforts qui sont faits par le Mali et plus largement par les cinq membres du G5, pour créer cette force essentielle dans la lutte contre les mouvements terroristes dans la région, pour apprécier l'état de cette menace, l'état aussi de la constitution de cette force, qui est un atout pour

les africains dans cette lutte qui ne connaît pas de frontières, » a déclaré l'Ambassadeur Delattre à son arrivée à Bamako, avant d'ajouter : « c'est une occasion aussi avec le Président de la République, le Gouvernement et l'ensemble des acteurs maliens de faire un point plus largement sur la mise en œuvre de l'accord de paix. » M. Abdoulaye Diop, Ministre malien des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, accompagné de plusieurs autres responsables de la Mission, étaient présents à l'aéroport pour accueillir la délégation venue de New-York. M. Diop considère que cette visite est « une preuve de grande amitié et d'intérêt pour le Mali ». Le Ministre malien des Affaires Etrangères espère également « que de ces échanges sortiront une meilleure compréhension de la réalité sur le terrain et aussi beaucoup d'interaction avec l'ensemble des acteurs mais aussi, un engagement plus fort du Conseil, pour se tenir au côté du Mali et de la région, pour la paix et la stabilité. Nous avons vraiment de bons espoirs que ceci va enrichir un certain nombre d'éléments importants qui sont dans le pipeline d'ici la fin de l'année et qui concernent le G5 Sahel mais aussi qui concernent le Mali, » a-t-il conclu.

Pendant leur séjour, les ambassadeurs rencontreront à Bamako, les autorités maliennes et les différentes parties signataires de l'Accord, les acteurs internationaux et nationaux, ainsi que les partenaires de la MINUSMA et de l'Etat malien. La délégation se rendra également dans la région de Mopti, pour visiter le siège du G5-Sahel, puis en Mauritanie et au Burkina Faso.

19 OCTOBRE

Le Président de la République du Mali, S.E.M Ibrahim Boubacar Keïta, a reçu aujourd'hui la délégation du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans le cadre de la première étape de sa visite officielle au Sahel.

La forte délégation conduite par la France, l'Ethiopie et l'Italie était accompagnée du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif et de ses deux adjoints, Mme Mbaranga Gasarabwe et M. Koen Davidse.

Cette rencontre était l'occasion pour les membres du Conseil de Sécurité, d'exprimer leur plein et entier soutien au Mali, dans la mise en œuvre de l'Accord de paix. Ils ont également rendu hommage au Président Keita pour les efforts déployés par l'Etat dans la recherche de la paix et de la stabilité durable au Mali. Enfin, la délégation a témoigné sa gratitude au Président pour son soutien à la MINUSMA dans l'accomplissement de son mandat.

Plus tôt dans l'après-midi, au Ministère des Affaires Etrangères, la délégation a également rencontré le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine, M. Abdoulaye Diop, ainsi que plusieurs autres Ministres et hauts responsables maliens, en charge des différents aspects de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.



20 OCTOBRE

Au cours de leur mission de quatre jours dans le Sahel, qui a débuté le 19 au Mali et qui se terminera le 22 au Burkina Faso, les 15 membres du Conseil de Sécurité, était à Nouakchott, ce 20 octobre 2017.

Durant les quelques heures qu'ils ont passé dans la capitale de la République Islamique de Mauritanie, les membres du Conseil de Sécurité ont été reçus par le Président, S.E.M Mohamed Ould Abdel Aziz.

« Nous avons eu un échange de vues très utile avec Son Excellence Monsieur le Président de la République. L'analyse que nous avons entendue a montré la complexité du défi auquel la région est confrontée et le

sérieux avec lequel elle tente de le relever, » a déclaré l'Ambassadeur Tekeda Alemu d'Ethiopie.

« Nous sommes convaincus après cette audience avec le Président, que la communauté internationale a vraiment la responsabilité de faire tout ce qui est nécessaire, non seulement dans la lutte contre le terrorisme mais aussi, dans le cadre du développement. La situation est très complexe, les défis sont redoutables et, ce qui se passe ici dans cette région est destiné à affecter le reste du monde, » a-t-il ajouté.

Avant de clore son propos, l'Ambassadeur Alemu a souligné la convergence de vues des membres du Conseil. « Nous sommes tous convaincus, comme je le disais tout à l'heure, que la communauté internationale a la responsabilité de faire tout ce qui est nécessaire, pour aider la région à gérer le problème très complexe auquel elle est confrontée, » a-t-il conclu.

La délégation d'Ambassadeurs s'est également entretenue avec le Secrétaire permanent du G5 Sahel, M. Najim El hadj Mohamed, avant de repartir pour Bamako.



20 OCTOBRE

Les Ambassadeurs du Conseil de Sécurité en visite au Mali, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU (RSSG) et Chef de la MINUSMA, ses adjoints, le Commandant de la Force, le Commissaire de la Police des Nations Unies et l'ensemble du personnel civil et militaire de la Mission à Bamako, ont rendu cet après-midi du 20 octobre, un vibrant hommage aux nombreux Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Mali décédés en service. Depuis le déploiement de la MINUSMA en 2013, 510 Casques bleus ont été blessés et 146 ont perdu la vie. Parmi eux, 83 ont été tués lors de situations hostiles, telles que des attaques, des embuscades ou encore des explosions de mines et d'engins explosifs improvisés (EEI/IED). Ce lourd bilan fait de la MINUSMA, la Mission de maintien de la paix des Nations Unies la plus dangereuse au monde.

C'est à la Base Opérationnelle de la MINUSMA (MOB) qu'a eu lieu la cérémonie d'hommage aux soldats de la paix. Après l'exécution des hymnes du Mali et des Nations Unies, M. Mahamat Saleh Annadif, le RSSG et les Ambassadeurs François Dellatre de France, Tekeda Alemu d'Ethiopie et Sebastiano Cardi d'Italie ont passé en revue les troupes de la MINUSMA, avant d'observer une minute de silence à la mémoire des défunts.

Pour le Chef de la MINUSMA, cette cérémonie doit aussi rappeler : « combien le travail pour la paix et la sécurité comporte un sacrifice énorme que plusieurs portent sur le dos et au prix suprême de leur vie. En ce moment, nos pensées et nos prières vont au 146 que nous avons perdu depuis 2013, entre civils, policiers et militaires. Nos prières et nos pensées vont aussi à leurs familles ». Le RSSG a également rendu hommage aux « frères d'arme des forces de défense et de sécurité maliennes (...) qui sont également très nombreux, tombés souvent côtes à côtes avec ceux de la MINUSMA, » a-t-il rappelé.

Honoré et ému, l'Ambassadeur Dellatre et les membres du Conseil de Sécurité « s'inclinent aujourd'hui devant leur mémoire avec un profond respect, » a déclaré le diplomate français avant de souligner : « leur sacrifice ultime sous la bannière bleu des Nations Unies, nous engage tous, il nous rappelle au sens de nos responsabilités, sur le terrain, comme à New-York ».



La cérémonie a pris fin avec les dépôts de gerbes de fleurs sur le Mémorial dédié aux morts de la MINUSMA, auxquels ont participé le Commandant de la Force et le Commissaire de la Police des Nations Unies.

21 OCTOBRE

Le conseil de sécurité de l'ONU entame son troisième jour de visite au Sahel avec des réunions avec les parties signataires de l'Accord pour la Paix et Réconciliation au Mali. Faire un point des derniers développements de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation et encourager les parties signataires à accélérer sa mise en œuvre, tels étaient les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion entre les Ambassadeurs du Conseil de Sécurité et les membres du Comité de Suivi de l'Accord (CSA), tenue ce matin à Bamako.

Malgré la cessation des hostilités entre le Gouvernement et les mouvements signataires, le démarrage du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) à Gao, l'installation des autorités intérimaires (Ménaka, Gao, Tombouctou et Taoudéni), ou encore la tenue de la Conférence d'entente nationale, de nombreuses dispositions restent encore inappliquées, telles que soulignées par le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU.

Pour le Conseil de Sécurité, accélérer l'application de l'ensemble des mesures prévues par l'Accord demeure un préalable incontournable à la paix. En outre, les diplomates ont renouvelé leur disponibilité à soutenir les parties sur cette voie.

A l'issue de cette réunion, un point de presse a été organisé par les membres du Comité de Suivi de l'Accord. Tout en saluant les avancées enregistrées, l'ambassadeur algérien Ahmed Boutache, Président du CSA a exhorté les parties à : « un redoublement en terme de volonté, d'avantage de sincérité dans l'engagement et surtout, une plus grande confiance entre les parties et une coopération plus dense entre elles pour permettre à tous d'être au rendez-vous de l'histoire et d'être à la hauteur des attentes de tous, » a-t-il déclaré.



21 OCTOBRE

Aujourd'hui, à la mi-journée, la délégation du Conseil de Sécurité s'est entretenue avec les responsables de l'EUTM et d'EUCAP Sahel, deux structures de l'Union Européenne, chargées du renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité du Mali.

En milieu d'après-midi, toujours à Bamako, a eu lieu une réunion entre le Commandement de la Force française Barkhane au Mali et la délégation du Conseil de Sécurité des Nations Unies en visite au Sahel. Au centre des échanges, la collaboration entre la Force française de lutte contre le terrorisme et la MINUSMA mais aussi, la Force G5 Sahel.



21 OCTOBRE

Les groupes de femmes de la société civile et les ONG féminines ont eu, cet après-midi à Bamako, une réunion avec la délégation du Conseil de Sécurité en visite au Sahel.

L'implication des femmes, dans le processus de paix en général et plus particulièrement dans les mécanismes de l'accord, ont été au centre des échanges.

22 OCTOBRE

Pour son dernier jour au Mali, la délégation des membres du Conseil de Sécurité présente au Mali depuis le 19 octobre dernier, s'est rendue aujourd'hui 22 octobre, à Mopti. Dans la cinquième région du Mali, qui est l'objet de graves problèmes sécuritaires, les diplomates ont rencontré le Gouverneur de la Région avec lequel ils ont fait le point de la situation et l'apport de la Mission onusienne dans le cadre de son appui aux autorités sur place. La délégation a également échangée avec la société civile locale, notamment sur l'évolution de la situation depuis leur dernier passage d'une délégation du Conseil en mars 2016.



Les 15 diplomates ont également visité le centre de commandement de la Force G5 Sahel, où ils ont pu s'entretenir avec le Commandant en Chef de la Force, le Général de Division Didier Dacko. Au cours d'un briefing complet de la part du premier responsable de cette Force chargée de lutter contre le terrorisme et agissant sous la Résolution 2374 (2017), ils ont constaté l'état d'avancement de son opérationnalisation.

Accompagnés par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, ainsi que de Mme Fatou Dieng Thiam, la Cheffe du bureau Régional de la Mission à Mopti, les Ambassadeurs du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ont également pu se rendre compte des conditions de travail du personnel civil, militaire et policier de la MINUSMA et, de la mise en œuvre de leur mandat sur place.

Après quatre jours au Mali, les membres du Conseil ont pris la direction du Burkina Faso. A Ouagadougou, ils s'entreprendront avec le Président de la République, SEM Rock Marc Christian Kaboré et rendront hommage aux victimes de l'attentat survenu dans la nuit du 13 au 14 Août dernier, dans un café restaurant de la capitale burkinabé et dont le bilan était de 18 morts et plusieurs blessés.

Après cette dernière étape, la délégation des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU quittera la région du Sahel pour retourner à New-York.



COMMUNIQUÉS

16 OCTOBRE

LA MINUSMA LANCE LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA PISTE DE L'AÉROPORT DE GAO

Bamako, le 16 Octobre 2017 – Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a participé à la cérémonie de lancement des travaux de réhabilitation de la piste principale de l'aéroport de la ville de Gao. Il était accompagné par le Commandant du contingent allemand de la MINUSMA, le Colonel Johannes Derichs et le Gouverneur de Gao, le Colonel Sidi Samaké.

Le projet est conjointement financé par la MINUSMA et la République Fédérale de l'Allemagne ; grâce à sa nouvelle contribution au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali qui s'élève à 12 millions d'euros.

«La solution au Mali n'est pas que sécuritaire, elle est aussi liée au développement. C'est pourquoi, cette piste va permettre à la ville de Gao de jouer son rôle régalien dans le processus de développement de la région mais aussi du pays. Je remercie notre partenaire, la République fédérale d'Allemagne pour son soutien continu ainsi que les autorités maliennes pour leur engagement et leur soutien au projet », a déclaré M. Annadif en félicitant les efforts et l'ardeur des parties prenantes dudit projet.

L'aéroport de Gao joue un rôle capital pour le développement économique de la région et la bonne mise en œuvre des opérations logistiques de la MINUSMA dans le cadre de son mandat. Ainsi, la Mission peut assurer le transport sécurisé de partenaires et d'une partie de la population, le déploiement effectif de ses troupes et l'acheminement d'équipements vers ses camps les plus isolés au nord du pays.

La réhabilitation de la piste principale garantira la durabilité de ces appuis cruciaux et représente à long terme un investissement conséquent pour le renforcement des capacités opérationnelles de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Mali (ANAC). L'ensemble des travaux d'une durée de dix mois et demi doit être achevée en 2018.

2 NOVEMBRE

Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes





MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



facebook.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.youtube.com/minusma



https://www.instagram.com/un_minusma



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

